



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

EMBARGO

Le contenu de ce document et le rapport y afférent ne doivent pas être cités ou résumés dans les médias imprimés, audiovisuels, électroniques ou sociaux avant le

24 septembre 2026 à 13h00 GMT
(15h00 à Genève, 9h00 à New York)

UNCTAD/PRESS/PR/2026/011

Original : anglais

"Traduction non officielle. En cas de divergence, la version anglaise prévaut"

CNUCED : Les besoins de reconstruction à Gaza atteignent 71,5 milliards de dollars alors que l'économie palestinienne et les finances publiques subissent de graves tensions

Le dernier rapport de la CNUCED documente la perte de décennies de progrès en matière de développement, l'effondrement économique de Gaza et le durcissement des contraintes économiques en Cisjordanie.

Genève, 24 septembre 2026 – Gaza nécessite des besoins de relèvement et de reconstruction estimés à 71,5 milliards de dollars, selon le dernier **Rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien**, présenté au Conseil du commerce et du développement des Nations Unies.

Le rapport détaille l'effondrement de l'économie de Gaza, le durcissement des contraintes pesant sur l'activité économique en Cisjordanie et les pressions croissantes exercées sur les finances publiques palestiniennes ainsi que sur le secteur bancaire.

Le rapport conclut que 59 années d'occupation ont entravé l'économie palestinienne, les coûts structurels et économiques ayant fortement augmenté depuis octobre 2023. Après une forte contraction en 2024, le PIB palestinien a progressé de 4,3 % en 2025 à partir d'un niveau très bas, mais demeurait inférieur de 20 % à son niveau de 2022. Le PIB réel de Gaza a augmenté de 34,2 % après s'être contracté de 83 % en 2024, ce qui constitue un rebond statistique à partir d'une base fortement réduite. Dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé, plusieurs centaines de milliers d'emplois ont été perdus depuis octobre 2023, entraînant une perte cumulée estimée à 2,8 milliards de dollars de revenus du travail.

En Cisjordanie, le rapport fait état d'un accès réduit aux terres et aux ressources naturelles lié à l'expansion des colonies. Il signale également une augmentation des déplacements forcés : 38 communautés ont été vidées des Palestiniens depuis 2023, et le nombre de personnes déplacées au cours du premier trimestre de 2026 a dépassé le total enregistré pour l'ensemble de l'année 2025.

Contacts :

Communications et relations extérieures de la CNUCED, Cabinet du Secrétaire général
Marcelo Risi | +41 76 691 18 74 (WhatsApp) | marcelo.risi@unctad.org
unctadpress@unctad.org | <https://unctad.org/media-centre>
Pour nous rejoindre, prière de vous enregistrer [ici](#)

Les pressions budgétaires menacent la stabilité macroéconomique

Le rapport indique que la situation budgétaire du gouvernement palestinien s'est fortement détériorée. En vertu du Protocole de Paris, Israël collecte plus des deux tiers des recettes fiscales palestiniennes pour le compte du gouvernement palestinien. Les transferts ont été irréguliers et soumis à des retenues. Selon le rapport, les transferts des recettes de dédouanement dus au gouvernement palestinien ont été entièrement suspendus entre mai 2025 et le milieu de l'année 2026.

Les retenues cumulées et les recettes bloquées entre janvier 2019 et mars 2026 ont dépassé un montant estimé à 3,67 milliards de dollars, calculé aux taux de change en vigueur au moment où les paiements étaient dus, soit l'équivalent de 83 % des recettes publiques nettes palestiniennes en 2025. Le rapport estime le déficit budgétaire de 2025 à 13 % du PIB lorsque les recettes de dédouanement non versées sont exclues, contre 6 % lorsqu'elles sont comptabilisées comme des recettes dues au gouvernement.

Ces tensions budgétaires limitent la fourniture de services essentiels. Les arriérés liés à la santé ont atteint 1,1 milliard de dollars à la fin de 2025, faisant peser des risques sur la continuité des services assurés par les hôpitaux, les prestataires non gouvernementaux et les fournisseurs de produits pharmaceutiques. En Cisjordanie, les pénuries de ressources ont conduit les écoles à limiter l'enseignement en présentiel à trois jours par semaine en 2025, selon le rapport.

Risques pour le secteur bancaire

Pour financer son déficit, le gouvernement a eu de plus en plus recours aux emprunts auprès des banques nationales et a accumulé des arriérés envers les fournisseurs du secteur privé ainsi qu'envers les caisses de retraite, portant la dette publique totale à 4,8 milliards de dollars en 2025. Combinée aux prêts garantis par les salaires des fonctionnaires, l'exposition du système bancaire au secteur public a atteint 5,3 milliards de dollars, soit 42 % de l'ensemble des crédits bancaires.

Selon le rapport, la courte durée de validité des lettres d'indemnisation émises par les autorités israéliennes affecte les relations bancaires de correspondant ainsi que l'accès au commerce et au financement internationaux. Les banques palestiniennes sont également confrontées à des difficultés pour convertir les billets physiques en shekels en soldes numériques en raison des restrictions sur le rapatriement des devises. Ensemble, ces contraintes pourraient perturber le financement des importations de carburant, de médicaments et de denrées alimentaires.

Crise économique à Gaza

Le rapport estime que 92 % des établissements économiques de Gaza ont été endommagés ou détruits depuis octobre 2023. Le PIB par habitant s'élevait à 212 dollars en 2025, soit l'équivalent d'environ 0,58 dollar par personne et par jour en termes de PIB, et seulement 17 % de son niveau de 2022. Le taux de chômage a atteint 78 %, tandis que plus de 90 % de la population en âge de travailler était sans emploi.

La part de Gaza dans le PIB palestinien est passée de 17,4 % avant octobre 2023 à moins de 4 % en 2025.

Tous les secteurs productifs de Gaza sont restés très en dessous de leurs niveaux de production de 2022 : l'agriculture et l'industrie affichaient chacune une baisse de 94 %, tandis que le secteur de la construction enregistrerait une baisse de 99 %, selon le rapport.

En 2025, le niveau général des prix à Gaza demeurait supérieur de 274 % à celui de 2022, certains produits de base tels que les pommes de terre et le gaz de cuisson coûtant plusieurs fois leur prix de 2022.

Besoins de reconstruction et de relèvement

Une évaluation rapide des dommages et des besoins menée par la Banque mondiale, l'Union européenne et les Nations Unies estime les dégâts causés aux infrastructures physiques de Gaza à 35,2 milliards de dollars et les pertes économiques et sociales à 22,7 milliards de dollars au début de 2026. Cette évaluation estime par ailleurs les besoins totaux de relèvement et de reconstruction à 71,5 milliards de dollars. Ce montant pourrait augmenter si de nouveaux dommages sont recensés.

Le logement constitue à la fois la catégorie de dommages la plus importante et le principal besoin de reconstruction. L'évaluation fait état de dégâts considérables aux infrastructures éducatives et sanitaires, plus de la moitié des hôpitaux et des centres de soins de santé primaires étant hors service. Moins de 1,5 % des terres agricoles de Gaza demeuraient accessibles et non endommagées, renforçant la dépendance à l'aide alimentaire humanitaire.

Le rapport conclut que le relèvement et la reconstruction dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé nécessiteront une assistance financière et technique internationale de grande ampleur. Il souligne que la reconstitution des capacités productives dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de l'énergie et de la technologie sera au cœur d'un redressement allant au-delà d'un simple retour à la situation antérieure à octobre 2023.

Le rapport identifie trois priorités immédiates : le transfert des recettes palestiniennes retenues, la préservation du système bancaire et l'alignement de l'aide à la reconstruction sur l'ampleur documentée des destructions et des pertes économiques.

Rôle de la CNUCED

La CNUCED fournit des analyses économiques et une assistance technique concernant les conditions de développement dans le Territoire palestinien occupé. Conformément à la résolution 77/22 de l'Assemblée générale des Nations Unies, la CNUCED rend compte du développement économique dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et évalue les coûts économiques de l'occupation israélienne. Depuis près de quatre décennies, la CNUCED mène des recherches sur les politiques publiques, des activités de renforcement des capacités et une coopération technique avec les institutions palestiniennes des secteurs public et privé ainsi qu'avec la société civile, dans le cadre de son mandat relatif au commerce et au développement.

Liens utiles :

- [Rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien](#)

À propos d'ONU commerce et développement (CNUCED)

La CNUCED est le principal organe des Nations Unies dans le domaine du commerce et du développement. Fondée en 1964, elle soutient 195 États membres en leur fournissant des analyses et une assistance technique, et elle facilite le dialogue intergouvernemental.

Elle aide ainsi les pays en développement à tirer parti du commerce, du financement, de l'investissement et de l'économie numérique pour parvenir à un développement inclusif et durable.